**CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE
DE L'ORDRE DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES
DU LANGUEDOC-ROUSSILLON**

285, Rue Alfred Nobel - 34000 MONTPELLIER

☎ 04. 67. 50. 11. 87

Dossiers n° 56

Mme G.

c/

Monsieur L.

Audience du 20 mars 2014

Décision rendue publique

par affichage le 3 avril 2014

**LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE DES
MASSEURS-KINESITHERAPEUTES DU LANGUEDOC-ROUSSILLON,**

Vu la plainte, en date du 18 février 2013, présentée par Mme G., masseur-kinésithérapeute, inscrit au Tableau du Conseil départemental de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Guadeloupe sous le n° , exerçant ... , adressée au Conseil départemental de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Guadeloupe, transmise par celui-ci le 11 septembre 2013 au Président de la Chambre disciplinaire de première instance de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes du Languedoc-Roussillon sans s'y associer, reçue et enregistrée au greffe de la Chambre disciplinaire sous le n°56, dirigée contre Monsieur L., masseur-kinésithérapeute, inscrit au Tableau du Conseil départemental de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes de l'Hérault sous le n°..., exerçant ... ;

Mme G. porte plainte contre M. L. pour non-respect des engagements pris en conciliation, envoi d'un chèque sans provision, non-respect du préavis de départ et détournement de clientèle;

Mme G. soutient que ces faits constituent des manquements à la déontologie des masseurs-kinésithérapeutes et justifient une sanction ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu le Code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

APRES AVOIR ENTENDU AU COURS DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU 20 MARS 2014
:

- Monsieur Patrice Garcia, masseur-kinésithérapeute, en la lecture de son rapport ;
- les parties n'étant ni présentes ni représentées;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Sur la plainte

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que M. L. a adressé à Mme G. un chèque sans provision nonobstant l'engagement pris dans le cadre d'une conciliation de régler les sommes dues à sa consœur ; que dans ces circonstances, ces faits sont contraires à la déontologie des masseurs-kinésithérapeutes et passibles d'une sanction ;

Considérant en revanche que les autres faits allégués ne sont pas établis par les pièces du dossier ;

Sur la sanction :

Considérant qu'aux termes de l'article L.4124-6 du code de la santé publique rendu applicable aux masseurs-kinésithérapeutes par l'article L.4321-19 du même code : *« Les peines disciplinaires que la chambre disciplinaire de première instance peut appliquer sont les suivantes : 1° L'avertissement ; 2° Le blâme ; 3° L'interdiction temporaire avec ou sans sursis ou l'interdiction permanente d'exercer une, plusieurs ou la totalité des fonctions de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, conférées ou rétribuées par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics, les établissements reconnus d'utilité publique ou des mêmes fonctions accomplies en application des lois sociales ; 4° L'interdiction temporaire d'exercer avec ou sans sursis ; cette interdiction ne pouvant excéder trois années ; 5° La radiation du tableau de l'ordre. Les deux premières de ces peines comportent, en outre, la privation du droit de faire partie du conseil départemental, du conseil régional ou du conseil interrégional et du conseil national, de la chambre disciplinaire de première instance ou de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre pendant une durée de trois ans ; les suivantes, la privation de ce droit à titre définitif. Le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme radié ne peut se faire inscrire à un autre tableau de l'ordre. La décision qui l'a frappé est portée à la connaissance des autres conseils départementaux et de la chambre disciplinaire nationale dès qu'elle est devenue définitive. Les peines et interdictions prévues au présent article s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la République. Si, pour des faits commis dans un délai de cinq ans à compter de la notification d'une sanction assortie d'un sursis, dès lors que cette sanction est devenue définitive, la juridiction prononce l'une des sanctions prévues aux 3° et 4°, elle peut décider que la sanction, pour la partie assortie du sursis, devient exécutoire sans préjudice de l'application de la nouvelle sanction » ;*

Considérant que la chambre disciplinaire estime que de tels faits justifient que soit prononcé à l'encontre de M. L. un blâme ;

DECIDE

Article 1^{er} : un blâme est prononcé à l'encontre de M. L.

Article 2 : La présente décision est notifiée :

- à Mme G. ;
- à M. L. ;
- au Conseil départemental de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes de l'Hérault ;
- au Conseil départemental de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Guadeloupe ;
- au Directeur général de l'Agence Régionale de Santé du Languedoc-Roussillon ;
- au Procureur de la République de Montpellier ;
- au Conseil National de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes ;
- au Ministre chargé de la Santé.

AINSI FAIT ET DELIBERE par la Chambre disciplinaire de première instance de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes du Languedoc-Roussillon, à l'issue de sa séance publique, où siégeaient M. Jean-Christophe Tixier, Premier Conseiller au Tribunal Administratif de Montpellier, Président de la Chambre disciplinaire, Mme DUPLOUY, M. GACHET, M. GARCIA, M. MOULINS et M. THIEBAULT assesseurs titulaires et M. MOULINS, assesseur suppléant.

Le Président
de la Chambre disciplinaire,

Jean-Christophe Tixier

La greffière de la
Chambre disciplinaire,

Olga Pasta